



**BRUXELLES
BAS CARBONE
2050**

**TOUS ACTEURS
DE LA TRANSITION**

SOMMAIRE

- 3 Intro : Une stratégie bas carbone à l'horizon 2050
Une transition bas carbone ?
Région de Bruxelles-Capitale : enjeux spécifiques
- 5 Des scénarios pour la Région
- 6 Approche transversale
- 8 Transition sectorielle
 - 8 Bâtiment
 - 11 Énergie
 - 12 Transport
 - 13 Déchets
 - 14 Alimentation
 - 15 Biens et services importés
- 16 Conclusion



UNE STRATÉGIE BAS CARBONE À L'HORIZON 2050

Nos actions d'aujourd'hui influenceront la vie des générations futures. Ces enjeux nécessitent de repenser notre système de fonctionnement, notamment à l'échelle d'une région telle que la nôtre, Bruxelles. Aboutir à une société bas carbone requiert un changement fondamental de paradigme socioculturel. Réduire les émissions de gaz à effet de serre pour assurer la transition vers un nouveau type de société, voilà le défi à relever pour tous les secteurs d'activité, au niveau mondial, européen, belge et régional.

Un contexte politique porteur doit favoriser l'engagement de tous - décideurs, entreprises, universités, citoyens... - en faveur d'une société qui réduit sa production de gaz à effets de serre en consommant autrement dans tous les secteurs : bâtiments, transport, énergie, déchets, alimentation, biens et services. Cela requiert une vraie rupture dans les modes d'organisation de la société.

Les défis rencontrés par les métropoles étant de nature multi-dimensionnelle et transversale, seule une approche coordonnée à de multiples niveaux et visant à engager divers domaines de compétence est susceptible d'être concluante.

Une réflexion sur l'évolution du rôle et des méthodes de travail des pouvoirs publics en tenant compte du potentiel des mouvements citoyens pour entamer une transition radicale est donc nécessaire.

L'étude commandée par la Région de Bruxelles-Capitale pour se doter d'une 'stratégie bas carbone à l'horizon 2050' est présentée ici dans ses grandes lignes¹. En d'autres mots, vous tenez dans les mains un outil de travail pour amorcer cette transition sur base d'éléments tangibles et concrets, en phase avec la réalité de terrain.

UNE TRANSITION 'BAS CARBONE' ?

Il est maintenant établi que la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines est nécessaire d'ici 2050 pour limiter l'accroissement de la température moyenne globale, et donc lutter contre le changement climatique.

Un effort substantiel doit être consenti de manière globale.

MONDE

L'Accord de Paris (entré en vigueur en novembre 2016) affirme cette volonté au sein de la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques.

EUROPE

L'Union européenne s'est elle aussi fixé des objectifs. Pour 2030, elle entend :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% par rapport à 1990 d'ici 2030 ;
- Porter à au moins 27% la part d'énergie renouvelable dans la consommation ;
- Améliorer l'efficacité énergétique d'au moins 27%.

Ces différents objectifs tendent, à plus long terme, à réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne. L'objectif ? De -80 à -95% par rapport au niveau de 1990 d'ici 2050 !

BELGIQUE

Pour répondre et contribuer aux objectifs européens, le Gouvernement fédéral et les Régions ont commandé des études afin d'identifier des trajectoires à suivre pour assurer une transition vers une économie faible en carbone.

¹ La version complète de l'étude réalisée par CLIMACT est disponible sur <https://bascarbone.environnement.brussels/>

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE : QUELS ENJEUX SPÉCIFIQUES ?

Le périmètre géographique des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale est pris en compte dans l'étude bruxelloise.

Les particularités de la Région sont les suivantes :

- Densité très élevée de l'habitat ;
- Flux de navetteurs très important ;
- Activité économique tertiaire en croissance ;
- Faible présence de l'industrie et de l'agriculture ;
- Émissions indirectes importantes, liées à l'activité du territoire urbain.

En outre, la Région de Bruxelles-Capitale, en tant que région urbaine, dépend presque à 100% de l'énergie importée, et doit donc augmenter son autonomie énergétique.

Parmi les nombreux enjeux à rencontrer, une forte hausse démographique et l'évolution à la baisse de la composition des ménages impliquent une densification accrue du territoire. Les logements sont majoritairement occupés par des locataires. Il est donc particulièrement important de parvenir à proposer des logements décents, une mobilité fluide, un cadre de vie agréable et une activité économique qui minimise la production de gaz à effets de serre.

Pour arriver à faire face à ces enjeux dans le respect de l'environnement, et notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, des actions ont déjà été prises dans différents secteurs, entre autres :

- Le Plan régional Air-Climat-Énergie et le Code Bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie (COBRACE) ;
- Le Programme Régional d'Économie Circulaire (PREC) ;
- La Stratégie Good Food ;
- Le Plan Régional de Mobilité.

Mais pour que la Région de Bruxelles-Capitale devienne actrice de la transition bas carbone, il est nécessaire d'aller plus loin et de repenser tout son fonctionnement, de manière transversale et secteur par secteur.

Une étude - Un outil - Des scénarios

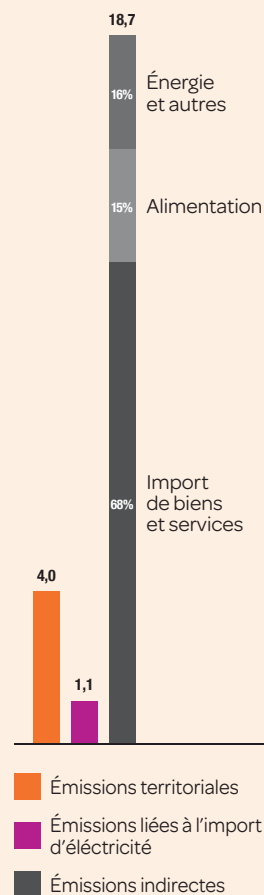
La Région de Bruxelles-Capitale a commandé une étude afin de se doter d'un outil permettant de construire une stratégie bas carbone 2050 adaptée à sa réalité.

Son objectif ? Elaborer des scénarios afin d'avoir une vision plus juste des implications de l'activité humaine sur le territoire et d'estimer les impacts de mesures à prendre dans les différents secteurs.

Pour se rapprocher de la réalité du territoire urbain bruxellois, ces scénarios tiennent aussi compte des émissions indirectes. C'est-à-dire émises hors du territoire mais liées à la vie en Région de Bruxelles-Capitale, comme la production de l'électricité consommée, par exemple. Les spécificités bruxelloises ont été prises en compte dans un scénario de référence. De même que l'importance des émissions indirectes (voir ci-contre).

L'étude a été réalisée par Climact pour Bruxelles Environnement. Basée sur les données de 2013, elle a été clôturée en février 2017. Elle se base sur un calculateur belge sophistiqué capable de construire des scénarios bas carbone et d'analyser certains de leurs impacts.

Émissions directes et indirectes de la RBC en 2013 [MtCO₂e]

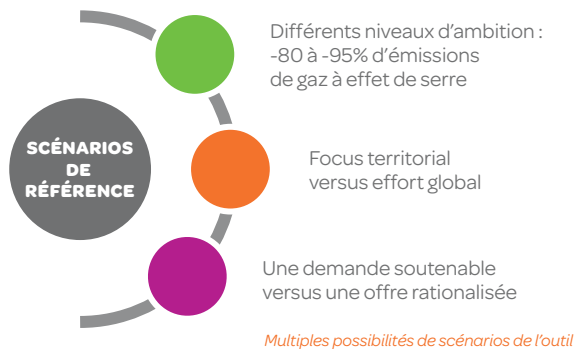


En gris, l'importance des émissions indirectes liées aux activités de la Région de Bruxelles-Capitale en 2013

QUELS SCÉNARIOS POUR LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE ?

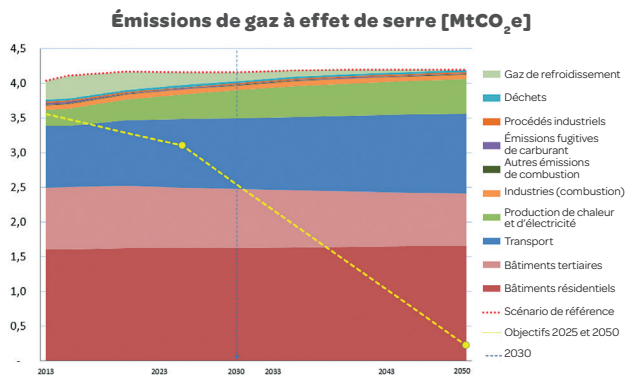
POURQUOI DES SCÉNARIOS ?

Pour comparer les implications de différentes trajectoires à mettre en œuvre afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les scénarios se basent sur les données récoltées durant l'étude, auprès d'experts et acteurs de terrain des différents secteurs.



UN SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

Le scénario de référence illustre l'évolution « naturelle » des émissions de gaz à effet de serre dans le cas où les différents secteurs de la Région de Bruxelles-Capitale continuent à fonctionner comme aujourd'hui.



Évolution des émissions territoriales en RBC dans le scénario de référence et trajectoire de réduction de 80-95% à l'horizon 2050

Dans le scénario de référence, la Région verrait légèrement augmenter ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. En cause ? Principalement la croissance démographique et du nombre d'emplois, sans changement dans les comportements ni dans l'offre de biens et services. Mais aussi l'installation massive de cogénérations au gaz naturel.

Au regard de la trajectoire 2050 à atteindre (en jaune), un tel scénario illustre donc le besoin urgent de repenser le fonctionnement de la Région, secteur par secteur, et transversalement, de manière à ce que la RBC devienne actrice de la transition bas carbone.

LES SCÉNARIOS DE CHANGEMENT

Les scénarios de changement montrent dans quelle mesure les choix des différents acteurs de la Région impacteront les émissions de gaz à effet de serre, et notamment :

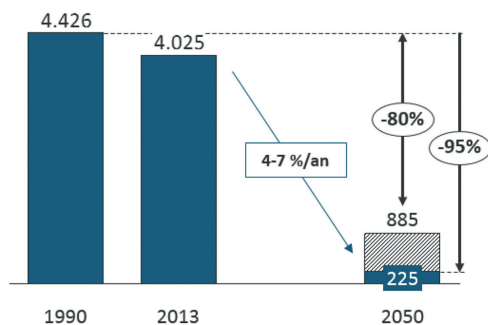
- **Les politiques** : impacts différents en fonction des normes imposées et des mesures prises ;
- **Les organisations** : choix de gestion des bâtiments, de mobilité et transport, de consommation énergétique, de gestion des déchets ;
- **Les habitants** : impacts de leurs comportements en matière de rénovation, mobilité, alimentation.

Trois paramètres ont été pris en compte pour l'élaboration de ces scénarios :

- **L'objectif de réduction des émissions** : deux niveaux ont été retenus : -80 % et -95%, ce dernier impliquant le niveau d'ambition le plus élevé pour tous les leviers ;
- **Le périmètre d'action** : territoriale (uniquement en Région de Bruxelles-Capitale) ou globale (en considérant aussi les émissions indirectes) ;
- **Le type de leviers activés** :
 - **Une demande soutenable** : modification de comportement des particuliers et des entreprises, en matière de mobilité, d'exigence de confort thermique, de la surface d'habitat ou de travail, des choix d'alimentation...
 - **Une offre rationalisée** : permettre ces changements de comportement grâce à un système de mobilité amélioré, des appareils dotés d'une meilleure efficacité énergétique, des bâtiments avec une meilleure performance énergétique...

SCÉNARIOS - APPROCHE TRANSVERSALE

NIVEAU D'ACTION TERRITORIAL



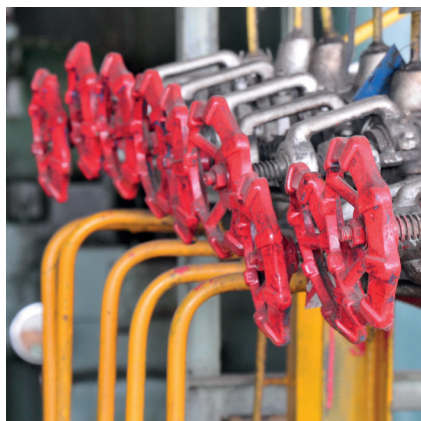
Émissions historiques de gaz à effet de serre de la Région de Bruxelles-Capitale et illustration de l'objectif de réduction de 80-95% à l'horizon 2050

Pour atteindre l'objectif de réduction des émissions territoriales de -80% à -95%, il est nécessaire de combiner les changements de comportement avec une très grande ambition politique (cadres financier, technologique et juridique). Tous les secteurs sont concernés.

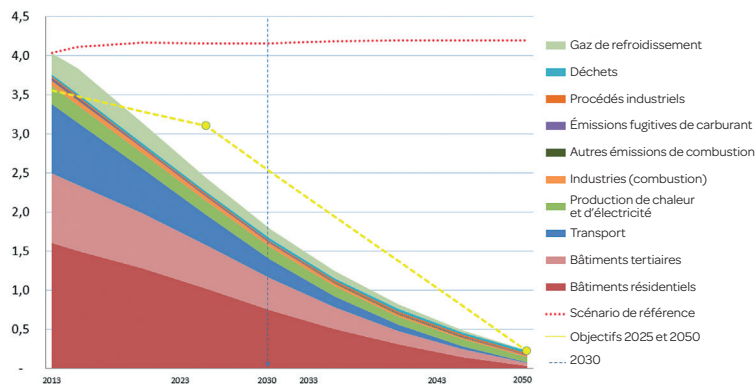
Pour assurer une diminution de 4 à 7% par an des émissions de gaz à effet de serre (voir figure ci-contre), il est nécessaire de poser des choix très forts, notamment en matière de rénovation du bâti existant, d'aménagement du territoire, de transport, de réduction et de gestion des déchets, de développement d'autoproduction d'énergie renouvelable...

Pour l'objectif -80%, différents secteurs doivent revoir en profondeur la façon dont ils répondent aux besoins de la Région, notamment, par exemple, via l'économie circulaire.

Pour l'objectif -95%, c'est une véritable rupture dans les modes actuels de fonctionnement de la société qui s'impose, activant tous les leviers au maximum, dans tous les secteurs. Un réel changement de paradigme culturel, sociétal et de gouvernance, impliquant une importante participation citoyenne est nécessaire.



Émissions directes de gaz à effet de serre [MCO₂e]



Évolution des émissions territoriales en Région de Bruxelles-Capitale dans le scénario -95%

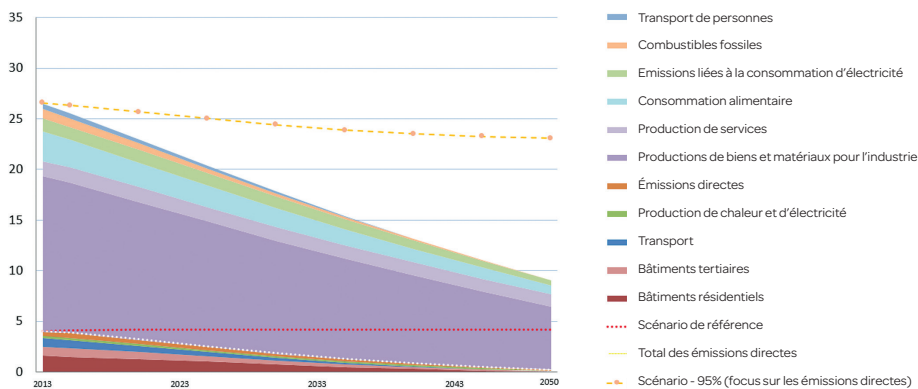
NIVEAU D'ACTION GLOBAL

Pour maximiser les résultats des efforts consentis sur le territoire, il est indispensable de prendre en compte les émissions indirectes. En effet, si celles-ci ne sont pas produites sur le territoire, elles sont bien causées par l'activité qui s'y déroule. Par exemple, les émissions liées à la production de nourriture ou de matériaux hors du territoire.

Une vue globale est donc nécessaire, incluant, outre les émissions indirectes, les décisions prises sur les territoires voisins. Une vision partagée et une dynamique collective constituent un des leviers incontournables pour une transition bas carbone réussie.



Émissions indirectes de gaz à effet de serre [MCO₂e]



Évolution des émissions directes et indirectes dans le scénario -95%. En pointillés jaunes discontinus, la courbe du scénario -95%, soit l'évolution des émissions directes en Région de Bruxelles-Capitale dans le scénario -95%.



TRANSITION DU SECTEUR DU BÂTIMENT

Le secteur du bâtiment est la principale source d'émissions de gaz à effet de serre en Région de Bruxelles-Capitale, soit environ les 2/3.

Impact important donc, pour les efforts faits dans ce secteur ! Ils doivent porter tant sur les nouvelles constructions que sur la gestion du stock bâti. Vu la densité et l'âge de ce stock, une forte accélération de la politique de rénovation et un focus sur l'optimisation de la gestion et de l'usage des bâtiments s'imposent pour obtenir des résultats tangibles. En parallèle, pour atteindre les objectifs, il est nécessaire d'appréhender autrement l'approvisionnement en énergie et d'augmenter drastiquement la contribution des sources d'énergie renouvelables.

RÉSIDENTIEL

Les chiffres du secteur résidentiel en RBC :

Environ 550 000 foyers
Environ 46 millions de m² de surface de logement
8,8 TWh de consommation énergétique
1,6 millions de tonnes d'émissions de CO₂

En matière d'énergie, le chauffage (71%) et l'usage des appareils électriques (14%) sont les deux sources de consommation principales des foyers.

Les émissions indirectes sont liées à la consommation d'électricité et de combustible.

Pour réduire ces consommations et ces émissions, il convient donc d'agir sur deux plans :

- Sur la demande : conscientiser les résidents sur la nécessité d'une consommation plus durable ;
- Sur l'offre : faire évoluer l'offre de logements et d'appareils et services électriques vers une plus grande efficacité énergétique.

Une demande soutenable

3 leviers à activer :

1. **Réduction de la surface des logements** : petit habitat collectif, développement de l'habitat partagé, amélioration de la conception de l'espace public...
2. **Confort thermique** : amélioration de l'usage des systèmes de chauffage, de climatisation et d'eau chaude sanitaire
3. **Appareils électriques** : réduction de la consommation due aux électroménagers, aux appareils de cuisson et à l'éclairage.

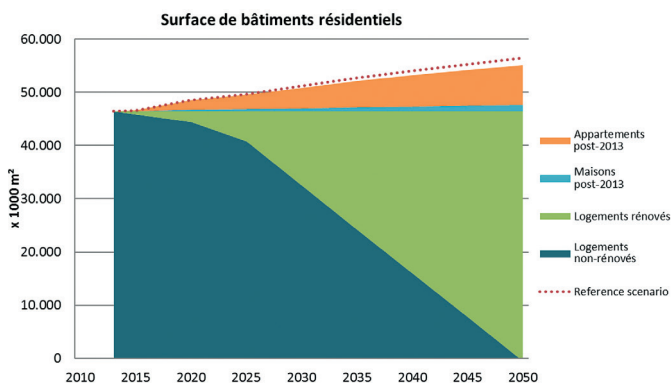
Une offre rationalisée

3 leviers à activer :

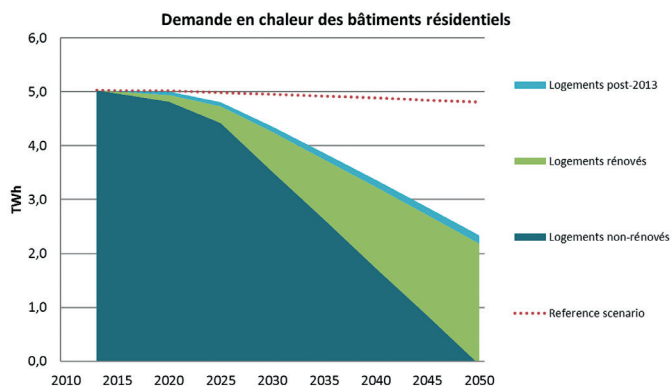
1. **Performance des bâtiments** : focus sur la rénovation

Imposer des normes strictes aux nouvelles constructions est nécessaire, mais insuffisant. La réglementation PEB (performance énergétique des bâtiments) définit des normes pour les bâtiments neufs, mais aussi pour les travaux de rénovation.

En complément, une stratégie ambitieuse de rénovation du bâti est essentielle.



Évolution de la rénovation des bâtiments résidentiels en Région de Bruxelles-Capitale à l'horizon 2050 (scénario -95%), avec un taux de rénovation à 5% pour les logements occupés par les propriétaires et 2,6% pour ceux en location (contre 4% et 2% dans le scénario -80%).



Évolution des besoins en chauffage dans les bâtiments résidentiels (scénario -95%).

2. Production d'énergie renouvelable

Le recours aux sources d'énergie renouvelable pour couvrir 100% de la demande d'énergie devient obligatoire pour 2050. Pour les systèmes de chauffage et de froid, les pompes à chaleur et la biomasse s'imposent sur l'énergie fossile. Les panneaux photovoltaïques contribueront également à produire l'électricité consommée.

3. Efficacité des appareils électriques et bon usage

L'augmentation de l'efficacité des éclairages et appareils électriques a permis une décroissance de la consommation électrique moyenne des ménages depuis 2005. L'étude montre néanmoins que la forte croissance démographique annoncée va contrecarrer l'effet de l'amélioration de ces performances, empêchant la diminution des émissions de gaz à effet de serre.

SECTEUR TERTIAIRE

Les chiffres du secteur tertiaire en 2013 de RBC :

7,6 TWh de consommation

0,9 millions de tonnes d'émissions de CO₂

Surface 20% plus petite que le résidentiel

Le tertiaire regroupe tous les bâtiments qui ne sont pas résidentiels ni industriels, à savoir : les commerces, les immeubles de bureaux, les établissements HoReCa, les hôtels, les écoles, les hôpitaux, les salles de spectacles...

Les consommations d'énergie y sont liées au chauffage (48%), à la consommation d'appareils électriques (43%), à la production d'eau chaude sanitaire (5%) et au refroidissement (4%).

Ici aussi, la réduction des émissions s'articule autour d'une demande soutenable et d'une offre rationalisée.

Une demande soutenable

Pour la demande en matière de **surface** et de **chauffage**, les bureaux se distinguent des autres surfaces tertiaires : l'occupation / non-occupation et le nombre d'emplois sont des variables significatives. Tandis que pour les autres secteurs tertiaires, c'est la création de valeur ajoutée attribuée au secteur qui sera prise en compte.

Les leviers identifiés pour faire évoluer la demande dans le secteur tertiaire sont identiques à ceux du secteur résidentiel : réduction des surfaces, amélioration du confort thermique, réduction de la demande totale en **appareils et services électriques** sont envisagées de manière identique.

Une offre rationalisée

Comme pour le résidentiel, les principaux leviers à activer pour proposer une offre efficace sont l'efficacité des appareils électriques, la rénovation du bâti (taux de rénovation et performance énergétique après rénovation) et les systèmes de chauffage.

L'amélioration d'environ 25% de l'efficacité énergétique sera, dans les deux scénarios (-80 et -95%), contrecarrée par la demande croissante en appareils électriques.

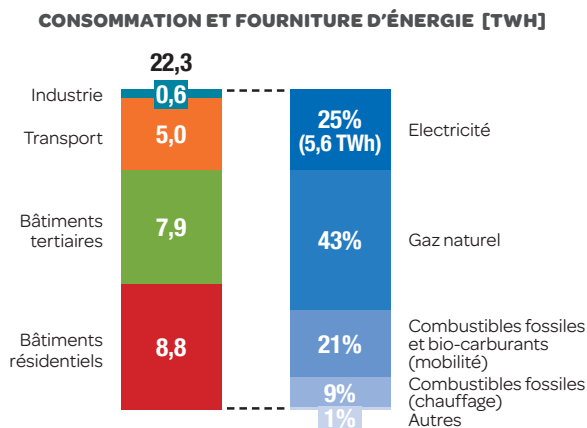
Étant donné que la surface totale du parc de bâtiments dans le tertiaire est amenée à augmenter significativement d'ici 2050, il sera nécessaire de les développer dans une vision durable (compacité, efficacité énergétique, mixité des usages...).

Les besoins résiduels de chauffage seront ici, comme dans le résidentiel, rencontrés par des pompes à chaleur, des chaudières et des cogénérations.

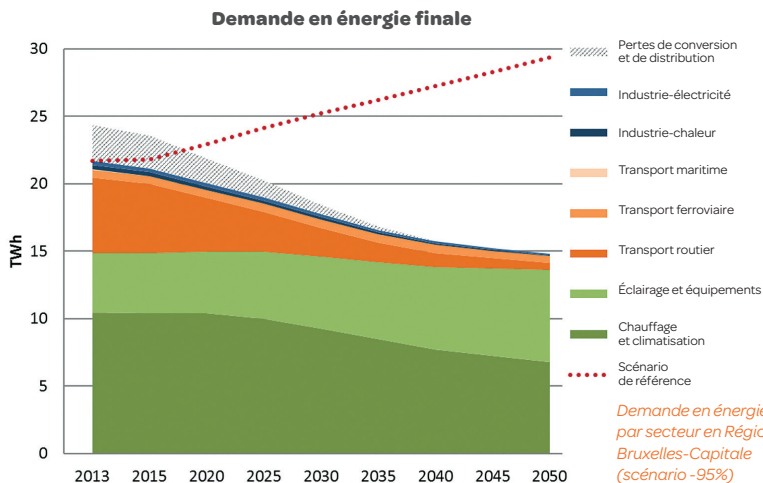
Dans le tertiaire aussi, une stratégie transversale de rénovation du bâti est à mettre en œuvre sur le long terme. Elle s'inscrit dans la continuité d'initiatives déjà en cours en Région de Bruxelles-capitale, dans le développement de l'économie circulaire, notamment.

TRANSITION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Dans un objectif de décarbonation, il est indispensable que la Région de Bruxelles-Capitale augmente la part de renouvelable dans sa production d'électricité et de chaleur. Vu son potentiel de production limité en raison de son paysage urbain dense, elle doit aussi développer une coopération avec l'extérieur de son territoire en cette matière.



Consommation et fourniture d'énergie en Région de Bruxelles-Capitale en 2013 (source : Bilan énergétique régional 2013)



AUTOPRODUCTION SUR LE TERRITOIRE

Les scénarios 80-95% relatifs à l'énergie autoproduite prévoient le développement des sources d'énergie suivantes :

- Énergie solaire (photovoltaïque et thermique) ;
- Incinération des déchets non-organiques ;
- Biométhanisation (déchets organiques).

IMPORTATION DE COMBUSTIBLES RENEUVELABLES

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'importation de combustibles d'origine organique comme le bois-énergie, les plaquettes, le biogaz ou les biocarburants liquides se présente comme une solution. Mais celle-ci renforce la dépendance du territoire envers ses producteurs extérieurs et peut poser des questions en termes de qualité de l'air en territoire urbain.

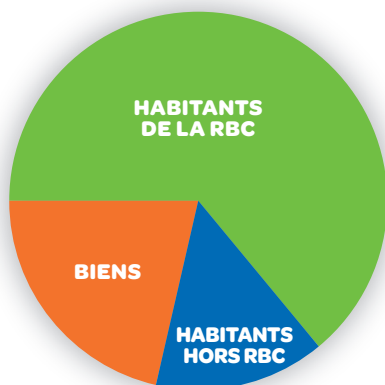
IMPORTATION D'ÉLECTRICITÉ

Les importations d'électricité représentent 92% de la demande en 2013. Elles sont donc indispensables au bon fonctionnement de la Région.



TRANSITION DU SECTEUR DU TRANSPORT

La spécificité de Bruxelles en tant que Ville-Région amène une densité de trafic très élevée. Le transport représente à lui seul environ 30% de l'énergie consommée par l'ensemble des secteurs.



Trois grandes catégories composent le secteur du transport : la mobilité des Bruxellois (570 ktCO₂e), celle des navetteurs (130 ktCO₂e) et le transport des biens (190 ktCO₂e)

Les chiffres du transport en 2013 en RBC :

3 millions de déplacements journaliers
6,2 TWh de consommation énergétique
0,9 millions de tonnes de CO₂ d'émissions

MOBILITÉ DES BRUXELLOIS

1,15 millions de Bruxellois effectuent en moyenne trois trajets par jour dont 75% sur le territoire de la Région.

Quels leviers d'action ?

- La quantité et la distance moyenne des trajets ;
- Le mode de transport (part des modes actifs - vélo et marche - et des transports publics) ;
- Le taux d'occupation des véhicules ;
- La technologie des véhicules.

De nombreuses mesures peuvent être mises en place pour agir sur ces leviers.

MOBILITÉ DES NAVETTEURS

Environ 370 000 personnes viennent travailler quotidiennement à Bruxelles et 290 000 y viennent pour une autre raison. De nombreuses pistes existent pour réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à leurs déplacements (parkings de dissuasion, connexions efficaces entre modes de déplacement, RER, bornes de recharges électriques...).

Le tableau ci-dessous montre la répartition des modes de transport à l'horizon 2050.

Répartition modale du transport des Bruxellois / Navetteurs (% en passager.km) - Scénarios -80% / -95%		
	2013	2050
Voiture et moto	56%/25%	20-12%/7-2%
Transports en commun	26%/57%	45-48%/58%
Transports actifs	18%/18%	35-40%/35-40%

TRANSPORT DES BIENS

La demande de transport de biens est évaluée à 1,5 milliard de tonnes.km sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Trois modes de transport principaux sont utilisés : la route (63%), la voie d'eau (32%) et la voie ferrée (5%).

Dans l'optique d'une stratégie bas carbone, ce transport doit être réorganisé. Les mesures sectorielles concernant la logistique contenues dans le plan régional d'économie circulaire et une diminution de la demande de transport (regroupement des livraisons, optimisation du remplissage des camions, logistique inverse, ...) sont les premières pistes à appliquer. L'usage de l'énergie électrique et des voies navigables joue un rôle dans cette transition.

TRANSITION DU SECTEUR DES DÉCHETS

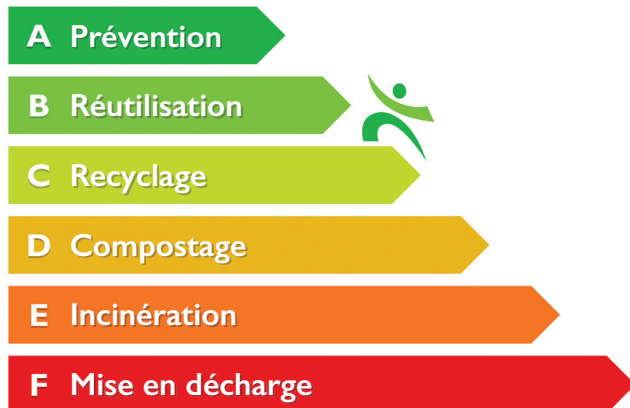
Deux leviers s'imposent pour atteindre les objectifs à l'horizon 2050 en matière de gestion des déchets : la réduction, d'une part, et le traitement optimal des différents flux (compostage, biométhanisation...) d'autre part. Ils contribuent à un système durable mais aussi à l'objectif de réduction du volume de déchets incinérés et donc des émissions de gaz à effet de serre qui y sont associées.

Il est à noter que le secteur des déchets concerne essentiellement les émissions indirectes.

RÉDUIRE LA QUANTITÉ DE DÉCHETS

Le schéma ci-dessous montre les différentes mesures permettant de réduire la quantité de déchets produits sur le territoire. La prévention et la réutilisation sont au cœur de cette logique de réduction. Elles sont portées en pratique dans le cadre du PREC (Programme Régional d'Economie Circulaire - www.circulareconomy.brussels).

L'ÉCHELLE DE LANSINK 2.0



L'échelle de Lansink (source Trotec.be) établit un ordre de préférence du traitement optimal des déchets, du plus écologique (A) au moins respectueux de l'environnement (F).



Dans le scénario -95%, une réduction de 70% de la quantité de déchets non-organiques produite par habitant est nécessaire.

UN TRAITEMENT ADAPTÉ DES DIFFÉRENTS FLUX DE DÉCHETS

Des projets sont actuellement à l'étude afin d'améliorer le traitement des déchets :

- Pour le renforcement du tri sélectif jusqu'à une réduction considérable des déchets à incinérer ;
- Pour une meilleure connaissance des différents flux et de leurs caractéristiques ;
- Pour le choix optimal du type de traitement des déchets (recyclage, compostage, biométhanisation, incinération).

TRANSITION DU SECTEUR DE L'ALIMENTATION

Plusieurs éléments relatifs aux habitudes de consommation des Bruxellois permettraient d'induire une réduction significative des émissions indirectes relatives à la nourriture, comme le préconise le programme Good Food (www.goodfood.brussels) :

- Équilibre du régime alimentaire ;
- Consommation de produits locaux : agriculture urbaine, groupements d'achat en commun, mode de transport domicile-magasin durable... ;
- Consommation de produits de saison : privilégier les produits frais, éviter les serres chauffées pour la production, opter pour des conservations alternatives (cave et grenier plutôt que frigo...);
- Source de protéines : réduire la consommation d'aliments nécessitant un élevage animal, par exemple ;

- Gestion du gaspillage alimentaire : notamment en incluant la revalorisation des sous-produits alimentaires dans le contexte de l'économie circulaire.

En portant une ambition maximale sur chacun de ces critères, une réduction de 68% des émissions indirectes liés à la consommation de nourriture est possible !

Hypothèses utilisées pour définir un régime alimentaire bas carbone (scénario -95%)	
	2050
Équilibré	Réduction des teneurs en sucres (50%), sel et graisses
Local	80% issus de Belgique
De saison	45% frais de saison, 50% réfrigéré, 5% congelé
Apport en protéines	75% végétales, 25% animales





TRANSITION DU SECTEUR DES BIENS ET SERVICES IMPORTÉS

Les émissions indirectes de gaz à effet de serre sont principalement concernées ici. Un changement de mode de consommation pourrait contribuer à les réduire.

Grâce au développement de l'économie circulaire, la part de biens et services importés en Région de Bruxelles-Capitale devrait fortement diminuer à l'avenir.

Comment ?

- Par une **diminution de la demande** grâce à l'éco-conception et à l'allongement de la durée de vie des biens, à l'usage partagé des biens et services, grâce au réemploi et au recyclage et à la valorisation de la réparation au détriment de l'achat neuf ;
- En favorisant l'**ancrage local** de l'offre de biens et de services qui permet de trouver à proximité ce dont on a besoin : développement du circuit court, échanges de services, usage partagé de matériel...

Le développement du concept d'économie de la fonctionnalité permettrait aussi la possibilité d'avoir accès à un produit en tant que service. La différence est faite entre l'usage d'un bien et sa possession. Ce système présente de nombreux avantages.

Ces différentes thématiques sont détaillées dans le PREC et sont soutenues par des appels à projets « be.Circular » (www.circularprojects.brussels).

DES SCÉNARIOS AFFINÉS, INCLUSIFS ET CRÉDIBLES

Les différents scénarios présentés montrent qu'une réduction de 80 à 95% est envisageable pour la Région de Bruxelles-Capitale. **Cependant, cette société bruxelloise bas carbone requiert un changement fondamental de paradigme socioculturel, et ce dans tous les secteurs.**

Le défi est ambitieux, surtout si l'on tient compte des spécificités de cette Ville-Région et de l'importante croissance démographique annoncée pour le territoire.

Au-delà des bénéfices environnementaux, cette dynamique aura des retombées en matière économique et sociale : réduction de la facture énergétique, amélioration de la santé, création d'emplois, amélioration de la balance commerciale de la Région...

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, une vision à long terme est essentielle. Elle doit être portée par des politiques déclinées

dans des mesures. L'outil de modélisation utilisé dans l'étude bas carbone permet d'offrir aux acteurs de terrain un cadre d'action clair, voire même une méthodologie, afin qu'ils puissent ancrer leurs démarches dans une perspective globale. La prise en compte des émissions indirectes dans le modèle y contribue également.

Convaincre l'ensemble de la société (citoyens, entreprises, pouvoirs publics...) de l'importance de la participation de tous est une étape obligée de la transition bas carbone. Chacun doit changer sa façon de penser et d'agir. Il ne s'agit pas seulement d'améliorer ce que l'on fait, mais de décider de faire autrement.

Cette brochure vise à ouvrir le débat, sur une base documentée, afin d'ancrer cette transition bas carbone dans la réalité du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

INFO



HELPDESK : CITIZENSPROJECTS@ENVIRONNEMENT.BRUSSELS
0800/85 286 - LUN-VEN : 9H30 À 12H30 + LUNDI : 17H-20H

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Rédaction et relecture : Julien Berry, Annick Vanderpoorten, Aline Veulemans, Aurore Brunson, www.oselacom.com

Layout : www.oselacom.com

Dépôt légal : D/5762/2018/19

Éditeurs responsables : Frédéric Fontaine & Barbara Dewulf, Avenue du Port 86C / 3000, 1000 Bruxelles

Imprimé avec de l'encre végétale sur papier recyclé

Crédit photographique (©) : 123rf